



© TOUFIK OULMI

GROUPE UCA - MAJORITÉ MUNICIPALE (LR, UDI, MODEM, SANS ÉTIQUETTE)

Une manipulation choquante

L'attachement à restaurer un dialogue social serein et constructif avec les agents communaux est depuis le début de notre mandat une ligne directrice. Cela a non seulement permis de rétablir un climat apaisé entre les élus et le personnel communal, mais surtout d'obtenir de nombreuses avancées pour le bien-être et les conditions de travail du personnel.

Et pourtant, un mal bien français fait régulièrement vaciller cet équilibre : la confusion entre la politique et le dialogue social. Il n'est pas opportun de revenir ici sur 70 ans de mise sous tutelle de certains syndicats par les partis d'extrême-gauche. La situation évolue rapidement pour le bien-être de tous. Depuis plusieurs décennies, un nouveau type de partenariat, plus constructif et tourné vers les bénéfices de la totalité des salariés ne cesse de progresser.

Certains font malheureusement de la résistance... Nous avons été choqués des tentatives de récupération politique suite à l'incident survenu lors d'un récent mouvement de grève d'agents de la Ville, dans le cadre de négociations toujours en cours. Le droit de grève est imprescriptible dans notre pays, et aucun d'entre nous ne songerait à critiquer les manifestants qui se réunissent devant la Mairie pour faire entendre leurs revendications.

Mais forcer l'entrée du hall de l'Hôtel de Ville, obligeant la fermeture des services aux habitants et l'annulation des rendez-vous d'état-civil souvent pris depuis des semaines, c'est irresponsable. S'adjoindre le renfort de syndicalistes venus d'autres organismes que la Ville de Choisy pour faire le « coup de force » et bousculer un agent de police municipale, c'est irresponsable. Communiquer ensuite par le biais des partis politiques et des parlementaires locaux pour raconter une version surréaliste de l'épisode (par exemple des violences policières commises par des agents en nombre munis de boucliers...), c'est surtout pathétique.

Dans ce genre d'événement, il y a ceux qui ont intérêt au désordre, à la violence, aux excès et aux mensonges. On les retrouve généralement en queue de cortège des manifestations. Et il y a ceux qui souhaitent ignorer les provocations, et poursuivre un dialogue constructif et apaisé qui profitera à tous.

Quant aux polémiques médiatiques dont rêvent certains, nous faisons entièrement confiance en la justice, saisie par les partis concernés, pour donner un éclairage honnête et établir les faits.

LES ÉLUS DU GROUPE UCA DE LA MAJORITÉ MUNICIPALE

GROUPE DES ÉLU-E-S ÉCOLOGISTES ET CITOYEN-NE-S

L'eau, plus que jamais un bien commun

Mardi 9 Mai a lieu une réunion publique organisée par la Commission Nationale du Débat Public dont le sujet portait sur un projet "d'amélioration et de sécurisation de l'alimentation en eau potable" décidé par le SEDIF, le Syndicat des Eaux d'Île-de-France.

Ce projet n'est pas sans conséquences sur notre ville et sur la gestion de l'eau. En effet, il nécessite la construction d'un bâtiment de 7 000 m² ainsi que le raccordement au centre RTE (Réseau de transport d'électricité) de Chevilly-Larue, ce qui engage de lourds travaux sur la voirie communale pendant de longs mois.

De plus, la nouvelle technologie associée à ce projet est très coûteuse et induirait une augmentation du prix de l'eau de l'ordre de 40 centimes par m³.

Par ailleurs, ce projet n'est pas sans conséquence politique et ouvre de nouveau le débat sur la gestion de l'eau. L'occasion pour nous de rappeler quelques faits et affirmer notre conviction.

Choisy-le-Roi adhère au SEDIF qui délègue la gestion de l'eau potable à une entreprise privée, aujourd'hui Veolia IDF, filiale de la multinationale Veolia.

À la faveur de la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République), plusieurs communes et intercommunalités de la Métropole du Grand Paris devaient se prononcer en 2017 sur leur choix de renouveler ou pas leur adhésion au Sedif - Veolia.

À cette occasion, alors que plusieurs villes ont fait le choix de sortir du Sedif et d'œuvrer pour une gestion publique de l'eau, l'ancien maire communiste Didier Guillaume, a décidé d'une

manière unilatérale de garder Choisy-le-Roi sous la gestion du Sedif et de la multinationale.

Cette décision avait alors suscité l'étonnement et la colère non seulement des écologistes, mais de tous ceux qui considéraient que l'eau ne devait pas être une marchandise.

Aujourd'hui, à l'heure des sécheresses répétées, des coupures d'eau dans plusieurs communes, des plans d'urgence, nous mesurons encore plus que jamais l'absurdité d'une telle décision. Aussi,

- Considérant que l'eau, comme ressource vitale à la vie, ne devrait aucunement être une marchandise soumise à la règle des dividendes d'une multinationale pour qui les considérations écologiques, climatiques et sociales ne pèsent que peu face à la logique du gain et de la rentabilité.
- Considérant que rien ne justifie que les citoyens paient plus cher auprès d'un délégataire ce qu'une régie publique leur fournirait au juste coût de revient (un gain de l'ordre de 30% est possible), tout en renouvelant les équipements pour un service public performant, solidaire et responsable à l'égard des générations futures,
- Considérant que la gestion de l'eau, comme bien commun à l'humanité, doit être guidée par l'intérêt général et mérite une gestion publique conjuguant solidarité, développement durable des territoires, qualité de vie et préservation des ressources naturelles, Nous affirmons avec force de conviction notre attachement à une gestion publique de l'eau.

LES ÉLUS ÉCOLOGISTES ET CITOYEN-NE-S

UNION DE LA GAUCHE COMMUNISTE, SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET CITOYENNE

Apathie / immobilisme de la majorité sur les commerces de notre ville

Quels que soient leur domaine, leur taille, les acteurs économiques représentent un facteur de dynamisme pour une ville. Ils participent au maintien du lien social, permettent de nouer de nouvelles relations et de partager des expériences.

À l'heure où la préservation de l'environnement est un enjeu primordial pour notre planète et s'impose à tous, les commerces de proximité favorisent l'utilisation de moyens de déplacement écologiques comme la marche, le vélo, la trottinette... favorisant ainsi la diminution de la pollution de l'air.

Que sont devenues les multiples promesses de campagne de M. PANETTA à l'adresse des commerçants et de nos concitoyens ?

L'offre commerciale et le paysage économique de notre ville souffre d'immobilisme depuis trois ans.

Rattrapé par la réalité de la vie politique, l'action de M. le Maire, pour proposer aux Choisyens-nes une offre commerciale variée, demeure moribonde, voire apathique.

L'arrêt de l'implantation de certains types de commerce déjà sur-représentés pour diversifier l'offre reste, à ce jour, un vœu pieu.

La colère gronde, l'insatisfaction des commerçants de notre ville se fait jour : la fermeture de nombreux locaux commerciaux condamne leur propriétaire à mettre la clé sous le paillason pour une durée indéterminée, par manque d'une volonté politique affirmée ; les facilités de stationnement, promises aux commerçants par M. PANETTA durant la campagne électorale, tardent à se concrétiser,

et les amendes qui en découlent creusent davantage leur trésorerie.

Dans le but d'amortir les effets de la crise, tant pour les commerçants que pour leurs concitoyens, de nombreuses villes en France ont mis en œuvre des actions spécifiques comme des bons cadeaux. Qu'a fait la majorité municipale ?

Quelles propositions porte l'opposition municipale pour une offre commerciale variée et adaptée, co-construite avec les acteurs économiques de notre ville ?

Pour une offre commerciale redynamisée et diversifiée :

- Développer un vrai dialogue avec les commerçants de la ville
- Pour le développement économique et l'emploi enjeux d'avenir :
 - Favoriser l'accueil sur la commune d'activités économiques diversifiées (notamment TPE et PME) pouvant être intégrées à des incubateurs d'entreprises ;

Pour une ville en développement, une ville en renouvellement :

- Engager une réflexion sur la base des études déjà réalisée pour mobiliser les moyens nécessaires à la rénovation ou mutation de la dalle du centre.
- À travers ces 3 axes, nous réaffirmons notre volonté d'agir pour favoriser l'installation de nouvelles activités économique dans notre ville.

Les opérations de communication (réunion n'incluant qu'une partie des commerçants) ne peuvent être la seule réponse aux demandes légitimes des Choisyens-nes pour une ville active et créative.

LES ÉLUS DU GROUPE D'OPPOSITION UGCE